

«L'intérêt affectif» de la France pour Madagascar...

Blog d'Alain Rajaonarivony, journaliste – 07/02/10



L'Union africaine a donc réussi à se débarrasser de son charismatique mais encombrant président, le colonel Mouammar Kadhafi, qui se voyait un peu comme le roi du continent. Le Guide a cédé sa place le 31 janvier 2010 avec quelque amertume. Bingu wa Mutharika, chef d'état du Malawi, lui a succédé, au nom de la tradition non écrite de la présidence régionale tournante. Le dirigeant libyen avait pris l'habitude de parrainer les putschistes, de la Mauritanie à la Guinée en passant par Madagascar au grand dam de Jean Ping, fervent partisan du respect des Constitutions. Ce changement tombe au plus mal pour la HAT (Haute autorité de transition) malgache. Kadhafi était un des rares chefs d'état

à avoir reçu Andry Rajoelina. Cette visite en Libye (voir article : [«Les voyages forment la jeunesse»](#)) a d'ailleurs été présentée à l'époque comme le début de la reconnaissance internationale par le régime. Et le chef de la transition, tablant sur une réélection du Guide, avait prévu d'aller le voir de nouveau. Le voyage a été annulé.

L'actualité de ces derniers jours a montré combien Madagascar est devenu dépendant de l'extérieur et n'est plus maître de son destin depuis l'avènement de la HAT. L'exemple venant d'en haut, Andry Rajoelina s'est éternisé à Paris sans en informer les Malgaches au point que la diaspora était plus au fait de ses propos et gestes que certains hauts responsables de l'état. Il a tenté de trouver dans l'Hexagone un contrefeu à ce qui venait de se passer à Addis-Abeba. Car avec l'avènement du Malawi à la tête de l'UA, la SADC reprend aussi la main dans les négociations inter-malgaches.

Le passage du président de la transition unilatérale le 2 février devant les groupes d'amitié parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat, devant quelques élus, n'a rien du triomphe diplomatique décrit par la propagande. Il y a d'ailleurs eu un échange avec le Quai d'Orsay et les responsables du Sénat ; La visite pouvait se faire à condition que le gouvernement français ne soit pas officiellement impliqué. Jean-François Mancel, un des députés UMP qui a reçu Andry Rajoelina avec sympathie, précise : «Notre but en tant que groupe d'amitié est de recevoir amicalement. Mais il ne rentre pas dans nos attributions de sortir des communiqués (au nom de l'Assemblée)... ». Il a simplement apporté des appréciations personnelles sur la situation. Le Parlement français compte plusieurs centaines d'élus dont un grand nombre sont hostiles, par principe, à tout coup d'état. En cela, ils sont en phase avec la position officielle de la France.

Deux jours après, le 4 février, toujours à Paris, a eu lieu un colloque économique sur Madagascar organisé par UBI France (établissement public de soutien aux entreprises), avec la participation de l'ambassadeur français Jean-Marc Châtaigner et des responsables de Total et d'Orange. La ligne de défense adoptée par l'Hexagone, accusée d'ingérence, est apparue assez clairement à cette occasion. L'ancienne puissance coloniale est à Madagascar pour des raisons «affectives», étant donné les liens historiques, les importantes communautés de part et d'autre, ainsi que les valeurs communes. Mais Madagascar ne représente qu'«1/1000^{ème} du commerce extérieur français» et les «journalistes malgaches qui citent toujours les mauvais intérêts (économiques et géostratégiques)...se trompent». Dont acte ! On passera donc pudiquement sous silence l'intervention de Nicolas Sarkozy auprès d'Angela Merkel, la chancelière allemande, pour lui demander de transmettre un message à Marc Ravalomanana alors en voyage officiel à Berlin en 2008. Ce dernier a changé son agenda pour passer par Paris. Le contrat entre Total et l'état

malgache fut finalisé cette année là. De même, on ne parlera pas de la base de Diego-Suarez. L'US Navy devait assurer la sécurisation de Madagascar lors du sommet de l'Union africaine, regroupant des dizaines de chefs d'état, prévu en juillet 2009. Le renversement du président élu est arrivé juste à temps...

Quand le responsable de Total a annoncé lors de ce colloque que sa société avait l'intention d'investir entre 9 et 13 milliards de dollars à Bemolanga à l'horizon 2019, un participant a demandé malicieusement si c'était aussi un investissement «affectif» (en fait, il s'agissait de [Solofo Rafeno](#), dont le blog est en lien)... La France a maintenu sa coopération militaire avec la HAT (voir article : «[Coup d'état : les vrais enjeux](#)»), ce qui a entraîné une remarque au vitriol des Etats-Unis. [Amnesty International](#) vient de rappeler ce 4 février la vraie nature de ce régime en demandant une enquête sur le massacre du 7 février 2009 mais aussi sur la période qui a suivi. Avec l'arrivée d'Andry Rajoelina au pouvoir le 17 mars, «ces violations n'ont pas diminué...les forces de sécurité...sont fréquemment intervenues pour disperser des manifestations de l'opposition, et il y a eu des morts et des blessés... »



Sur LCI, une télévision française, le lundi 1^{er} février, le président de la HAT s'est fait descendre sans même s'en apercevoir. Il a été traité de «putschiste» et globalement, cette prestation a été plutôt négative pour son image. Lors de son interview dans l'Express du 2 février, Andry Rajoelina a accepté la possibilité du retour de Didier Ratsiraka à Madagascar, pas celui de Marc Ravalomanana. Pourquoi ? Les arguments sécuritaires et les troubles possibles ne tiennent pas, les violences étant plutôt actuellement l'apanage du régime. TanaNews a cité les [propos d'Alain Ramarison](#), responsable de la sécurité de la

HAT : «Je ne suis pas derrière les arrestations arbitraires, ni les envois de milices pour intimider mes adversaires». Quels que soient les responsables, cette déclaration confirme que ces pratiques existent bel et bien.



On pourrait alors voir dans le refus de Rajoelina une peur de la popularité de l'ancien président. Les dirigeants de la HAT sont perçus de plus en plus par l'opinion comme inféodés à l'ancienne puissance coloniale. Que l'actualité malgache se passe à Paris pendant presque deux semaines, au moment même où la communauté internationale examine les propositions des politiciens en conflit, ne va pas la dissuader du contraire. La chute pourrait être dure mais certains ont déjà préparé leurs arrières. Les quelques patriotes convaincus qui sont encore dans la HAT risquent d'être les cocus de l'histoire,... comme Roindfo Monja le 7 février. Sur ce tragique événement, je vous conseille de vous reporter encore à un article de TanaNews qui recense [les enquêtes, les vidéos et](#)

[les analyses du Net](#), car d'enquête officielle, il n'y en aura pas... Pour tous ces pauvres gens tués, blessés ou disparus, il restera la journée commémorative comme celle d'aujourd'hui pour en rappeler le souvenir.

Photo 1 : Bingu wa Mutharika, dont la présidence à la tête de l'Union Africaine est crainte par la HAT

Photo 2 : le journaliste Vincent Hervouët, lors de son émission, le «Journal du Monde», a éreinté Andry Rajoelina

Photo 3 : cérémonie du souvenir le 7 février 2010. Une pierre en hommage aux blessés et aux disparus...mais toujours pas d'enquête.

Source : <http://alainrajaonarivony.over-blog.com/article-l-interet-affectif-de-la-france-pour-madagascar-44444537.html>